
De l'Apennin aux Maremmes : le processus de réglementation de la mobilité transfrontalière à l'époque napoléonienne

From the Apennines to the Maremma: The process of regulating cross-border mobility in the Napoleonic era

Francesco Saggiorato



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/6405>

DOI : 10.4000/rives.6405

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 2019

Pagination : 133-152

ISBN : 979-10-320-0213-1

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Francesco Saggiorato, « De l'Apennin aux Maremmes : le processus de réglementation de la mobilité transfrontalière à l'époque napoléonienne », *Rives méditerranéennes* [En ligne], 58 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 08 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rives/6405> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rives.6405>

© Tous droits réservés

De l'Apennin aux Maremmes

Le processus de réglementation de la mobilité transfrontalière à l'époque napoléonienne

Francesco Saggiorato

Doctorant contractuel en histoire moderne,
Université de Rome « Tor Vergata »,
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - IHMC

Résumé : Cet article a pour objectif d'analyser le processus de réglementation de la mobilité transfrontalière des populations de l'Apennin septentrional vers les plaines de la Maremme à l'époque napoléonienne. La perspective méthodologique adoptée pour étudier les pratiques et les techniques de contrôle des flux migratoires saisonniers tient compte des travaux historiographiques les plus récents sur les procédures d'identification personnelle. En outre, il a été possible de souligner le rôle central joué à cette époque par le consulat du Royaume d'Italie à Livourne. En effet, le consul avait la double fonction de surveiller et, en même temps, de protéger les migrants saisonniers italiens au travail dans les départements toscans annexés à l'Empire.

Abstract: This article intends to analyze the regulatory process of the cross-border mobility of mountain populations in the Northern Apennines towards the Maremma plains in the Napoleonic era. The methodological perspective adopted to investigate the practices and techniques for controlling seasonal migration flows takes into account the most recent historiographical works on personal identification procedures. Finally, it highlights the central role played by the Consulate of the Kingdom of Italy in Livorno. In fact, the consul had the dual functions of monitoring and, at the same time, protecting Italian seasonal migrants at work in the Tuscan departments annexed to the Empire.

Riassunto: Con quest'articolo si intende analizzare il processo di regolamentazione della mobilità transfrontaliera delle popolazioni montane dell'Appennino settentrionale verso le pianure maremmane in età napoleonica. La prospettiva metodologica adottata per l'indagine delle pratiche e delle tecniche di controllo dei flussi migratori stagionali tiene conto dei più recenti lavori storiografici sulle procedure di identificazione personale. È stato inoltre possibile fare emergere il ruolo centrale giocato dal consolato del Regno d'Italia a Livorno. Il console infatti aveva la duplice funzione di sorvegliare e, al contempo, di proteggere e tutelare i migranti stagionali italiani al lavoro nei dipartimenti Toscani annessi all'Impero.

Mots-clés : police napoléonienne, consuls, migrations, migrants, frontière, époque napoléonienne.

Keywords: Policing, consuls, migration flows, migrants, border, Napoleonic era.

Au cours de l'époque moderne, les habitants de l'Apennin septentrional avaient l'habitude de migrer vers les plaines des Maremmes toscanes et du Latium afin de trouver du travail pendant l'hiver. Ce phénomène a engendré un rapport de complémentarité et d'interdépendance économique entre la montagne et la plaine¹. Plusieurs travaux à ce sujet ont analysé la riche variété de métiers et d'activités professionnelles exercées par les montagnards de l'Apennin dans les zones côtières de la Toscane. Comme l'affirme Ivo Biagianti, « ce ne sont pas seulement les troupeaux et les bergers qui partent pour les Maremmes pendant la période hivernale, mais également des familles entières ou bien des groupes de montagnards de différents hameaux, pour fabriquer le charbon, pour bonifier les terres ou pour effectuer les emplois saisonniers² ». Contrairement à ce qui se passait aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, où la mobilité des habitants de l'Apennin septentrional était liée principalement à des exigences professionnelles, durant la seconde moitié du ^{xviii}^e et au début du ^{xix}^e siècle, on constate une massification progressive des flux migratoires dus à de nouveaux facteurs : notamment, la faim, la misère et le surpeuplement des villages de montagne³.

La rupture des équilibres traditionnels au sein des communautés montagnardes d'Ancien Régime et l'introduction progressive des réformes libérales dans l'Apennin septentrional contribuèrent à l'augmentation du phénomène migratoire massif vers les plaines des Maremmes⁴. En Toscane, par exemple, sous le gouvernement du grand-duc Pierre Léopold, la fin du régime annonaire,

1 Dionigi Albera, Montagne, in Dionigi Albera, Maryline Crivello, Mohamed Tozy, dir., *Dictionnaire de la Méditerranée*, Arles, Actes Sud, 2016, p. 984-985 ; Francesco Mineccia, I flussi stagionali trans-frontalieri tra lo Stato toscano e quello pontificio (1765-1815), in Laura Di Fiore, Marco Meriggi, dir., *Movimenti e confini. Spazi mobili nell'Italia preunitaria*, Rome, Viella, 2013, p. 49.

2 Ivo Biagianti, Risorse naturali e artigianato nell'Appennino centrale, secoli ^{xvii}^e-^{xix}^e, *Proposte e ricerche*, 4, 1989, p. 142. Voir aussi Danilo Brasanti, La transumanza in età moderna : il caso toscano, *Proposte e ricerche*, 4, 1989, p. 17-30 ; Ovidio Dell'Omodarme, La transumanza dalla montagna di Pistoia alla Maremma senese nella seconda metà del '700, in Ivan Tognarini, dir., *Il territorio pistoiese e i Lorena tra '700 e '800 : viabilità e bonifiche*, Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, 1990, p. 251-266 ; *Id.*, La transumanza in Toscana nei secoli ^{xvii}^e e ^{xviii}^e, *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge, Temps modernes*, 100, n° 2, 1988, p. 947-969.

3 Renzo Sabbatini, La rottura degli equilibri di antico regime: alcune considerazioni sull'Appennino toso-emiliano e sul caso lucchese, in Antonio Calafati, Ercole Sori, dir., *Economie nel tempo. Persistenze e cambiamenti negli Appennini in età moderna*, Milan, Franco Angeli, 2004, p. 127-128.

4 Francesco Mineccia, I flussi..., art. cit., p. 50.

l'aliénation des biens communaux et la libre exploitation du bois eurent comme conséquence le bouleversement des habitudes séculaires et affectèrent la vie des habitants des communautés de montagne⁵. Il en résulta une forte réduction des ressources naturelles à disposition des populations de l'Apennin, lesquelles se trouvèrent parfois obligées de migrer vers les zones côtières⁶.

Dans ce cadre, les autorités du Royaume d'Italie et des départements toscans annexés à l'Empire français durent faire face aux migrations transfrontalières pendant les premières années du XIX^e siècle⁷. On sait que la domination napoléonienne de la péninsule italienne provoqua un durcissement des normes sur la liberté de mouvement des individus⁸. En effet, comme l'a souligné

- 5 Leonardo Rombai, Specificità della montagna toscana fra Sette e Ottocento. Riflessi dell'aménagement lorenese, *Proposte e ricerche*, 4, 1989, p. 178. Sur les changements concernant l'administration des bois et les politiques forestières dans la seconde moitié du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, voir également Francesco Mineccia, Usi civici e beni comunali nella Toscana del Settecento, in Giuseppe Vittorio Parigino, dir., *Beni comuni e strutture della proprietà. Dinamiche e conflitti in area toscana fra basso Medioevo ed età contemporanea*, Florence, Associazione di studi storici Elio Conti, 2017, p. 309-324 ; Alessandra Zanzi Sulli, Mario Sulli, La legislazione del settore forestale in Toscana, *Rivista di Storia dell'agricoltura*, 1, 1986, p. 117. Sur la politique forestière de la France à l'époque moderne et contemporaine, voir : Denis Woronoff, La politique des forêts en France, XVI^e-XX^e siècles. Résultats de recherches et perspectives, *Les Cahiers du Centre des Recherches Historiques*, 6, 1990, en ligne, consulté le 25/09/2018, <https://journals.openedition.org/ccrh/2860?lang=en#tocto1n3>. Finalement, sur la forêt méditerranéenne on renvoie à la notice de synthèse de Martine Chalvet, Forêt, in Dionigi Albera, Maryline Crivello, Mohamed Tozy, dir., *Dictionnaire...*, op. cit., p. 551-558.
- 6 Voir Dionigi Albera, Paola Corti, Migrations montagnardes dans l'espace méditerranéen : esquisse d'une analyse comparative, *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, 112, n° 1, 2000, p. 368 ; Carlo Alberto Corsini, Le migrazioni stagionali di lavoratori nei dipartimenti italiani del periodo napoleonico (1810-1812), in Id., dir., *Saggi di demografia storica*, Florence, Dipartimento statistico-matematico, 1969, p. 89-157.
- 7 Concernant le contexte politique de la péninsule italienne qui, pendant les premières années du XIX^e siècle, était sous l'influence directe ou indirecte de la France, on renvoie aux travaux suivants : Livio Antonielli, L'Italia di Napoleone : tra imposizione e assimilazione di modelli istituzionali, in Marco Bellabarba, Brigitte Mazhol, Reinhard Stauber, Marcello Verga, dir., *Gli imperi dopo l'Impero nell'Europa del XIX secolo*, Bologne, Il Mulino, 2008, p. 409-432 ; Michael Broers, *The Napoleonic Empire in Italy, 1796-1814 : Cultural Imperialism in a European Context ?*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2005 ; Stuart J. Woolf, Napoléon et l'Italie, in Jean-Clément Martin, dir., *Napoléon et l'Europe*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 115-124.
- 8 Dès le XVIII^e siècle, les procédures de contrôle des documents d'identification dans les zones frontalières entre la Toscane et ses États voisins prennent « de ce fait place à l'intérieur d'une logique de quadrillage à laquelle les autorités soumettent avec une insistance croissante leurs populations fixes et mobiles ». Gilles Bertrand, Pour une

Vincent Denis, sous le Premier Empire français, des efforts énergiques furent déployés pour réglementer la mobilité à l'intérieur et à l'extérieur de l'État : en France, un exemple de ce processus est notamment l'introduction du système des passeports uniformes délivrés de façon centralisée⁹.

C'est donc dans ce contexte politique que l'on propose d'étudier les formes de contrôle des routes migratoires transfrontalières par les autorités italiennes et françaises. Au cœur de cette recherche se retrouve une catégorie particulière de migrants : les habitants des communautés de l'Apennin septentrional sujets du Royaume d'Italie, c'est-à-dire des individus provenant des départements italiens du Crostolo, du Panaro, du Reno et du Rubicon, départements limitrophes de la Toscane (alors sous occupation française). En effet, contrairement aux populations montagnardes toscanes qui, pour migrer vers les Maremmes, devaient se munir d'un passeport valable à l'intérieur du pays, les montagnards du Royaume d'Italie étaient contraints de suivre une démarche bureaucratique fort complexe et alambiquée. Dès lors, ils rencontraient de sérieuses difficultés pendant leur voyage et leur séjour dans l'État étranger.

Même si ce phénomène présente de nombreux éléments communs avec d'autres zones frontalières en Europe¹⁰ et à l'intérieur de la péninsule italienne¹¹, le cas de l'Apennin septentrional, qui demeure largement méconnu, contient des aspects inédits pour aborder l'étude du processus d'identification des individus et du contrôle du mouvement à l'époque napoléonienne. De plus, l'analyse des évolutions qu'ont subi les « papiers d'identité » français au niveau local nous

approche comparée des modes de contrôle exercés aux frontières des anciens États italiens. Les exemples du Dauphiné et de la Toscane dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, in Claudia Moatti, dir., *La mobilité des personnes en Méditerranée de l'Antiquité à l'époque moderne : procédures de contrôle et documents d'identification*, Rome, École française de Rome, 2004, p. 265 et 280-281.

9 Vincent Denis, *Une histoire de l'identité. France 1715-1815*, Seyssel, Champ Vallon, 2008, p. 245-247.

10 Concernant les pratiques policières de contrôle de la mobilité et des documents d'identification en France pendant la période révolutionnaire et napoléonienne, voir, notamment, les travaux de Vincent Denis, *Le contrôle de la mobilité à travers les passeports sous l'Empire*, et Catherine Denys, *Les transformations du contrôle des étrangers dans les villes de la frontière du Nord, 1667-1789*, in Marie-Claude Blanchard, Caroline Douki, Nicole Dyonet, Vincent Milliot, dir., *Police et migrants. France 1667-1939*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, p. 75-89 et 207-218 ; Hervé Laly, *Des montagnes sous contrôle ? Le cas de la Savoie sous le gouvernement révolutionnaire (1793-1795)*, in Aurélien Lignereux, dir., *Ordre, sécurité et secours en montagne. Police et territoire (XIX^e-XX^e siècle)*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2016, p. 33-47.

11 On renvoie au récent travail sur les espaces frontaliers du Mezzogiorno italien réalisé par Laura Di Fiore, *Alla frontiera. Confini e documenti d'identità nel Mezzogiorno continentale preunitario*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2013.

permettra d'aborder les différents dispositifs de surveillance qui s'exercent sur les populations mobiles bien au-delà des frontières de l'État. Le contrôle « étatique » à distance sur les ressortissants italiens est en effet un objet d'étude qui s'inscrit au carrefour de l'histoire de la police et de celle des institutions consulaires ¹².

Les principaux objectifs visés par cette recherche sont au nombre de trois : premièrement, il s'agit de mettre en évidence les effets que l'annexion de la Toscane à l'Empire a produit sur les flux migratoires transfrontaliers en termes de surveillance de la mobilité non réglementée. Deuxièmement, on examinera les efforts déployés par les autorités des deux pays afin de normaliser les mouvements migratoires de la montagne vers les littoraux toscans – en effet, le processus de réglementation des déplacements transfrontaliers s'est développé par le biais de l'introduction d'un nouveau système de documents d'identité spécifiques, nommés *carte di passo* ¹³, à l'usage exclusif des montagnards des départements du Royaume d'Italie voisins du Grand-duché. Troisièmement, à partir des pratiques de médiation et de négociation avec les institutions françaises, opérées par la

12 Ces dernières années, on assiste à une florissante production scientifique sur les consuls et les services consulaires de la Méditerranée. On signale à ce sujet Marcella Aglietti, *L'istituto consolare tra Sette e Ottocento. Funzioni istituzionali, profilo giuridico e percorsi professionali nella Toscana granducale*, Pise, Edizioni ETS, 2012 ; Arnaud Bartolomei, Guillaume Calafat, Mathieu Grenet, Jörg Ulbert, dir., *De l'utilité commerciale des consuls : l'institution consulaire et les marchands dans le monde méditerranéen (XVII^e-XX^e siècle)*, Rome-Madrid, École française de Rome-Casa de Velázquez, 2018. Concernant les fonctions « policières » de contrôle social et politique attribuées aux consuls, on signale la recherche novatrice de Laura Di Fiore, Chiara Lucrezio Monticelli, *Il controllo politico transnazionale dei consoli al tornante del 1848 : un confronto comparato tra Stato pontificio e Regno delle Due Sicilie*, in Marcella Aglietti, Mathieu Grenet, Fabrice Jesné, dir., *Les services consulaires dans le long Risorgimento (fin XVIII^e-XIX^e siècle)*, Rome, École française de Rome, à paraître.

13 Il s'agit d'un papier d'identité délivré en remplacement du passeport. En général, ce document est émis par le maire sur un support imprimé délivré par la préfecture. La *carta di passo* atteste la bonne conduite du porteur, lui permettant de sortir des frontières du Royaume d'Italie pour se rendre à l'étranger afin d'exercer son métier. Le porteur est obligé de se présenter à la première mairie au-delà de la frontière afin d'échanger cette *carta di passo* avec une carte de sûreté pour continuer son voyage. De plus, ce document est valable pour une période limitée et porte toujours la date d'expiration. Enfin, le signalement du porteur est indiqué sur le papier (âge, taille, couleur des yeux, cheveux, barbe, sourcils, bouche, nez, menton, marques distinctives). Concernant les mutations des « papiers d'identité » en France au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, on renvoie au travail de Denis Vincent, *Une histoire...*, op. cit., p. 19-43 et 276-281. Sur les procédures de contrôle de la mobilité et d'identification dans l'espace méditerranéen voir également : Claudia Moatti, Wolfgang Kaiser, dir., *Gens de passage en Méditerranée de l'Antiquité à l'époque moderne : procédures de contrôle et d'identification*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2007 ; Claudia Moatti, Wolfgang Kaiser, Christophe Pébarthe, dir., *Le monde de l'itinérance en Méditerranée de l'Antiquité à l'époque moderne : procédures et documents d'identification*, Bordeaux-Paris, Ausonius-De Boccard, 2009.

mission diplomatique italienne à Livourne, on cherchera à reconstruire la trame de relations établies par le consulat italien afin de surveiller les montagnards émigrés et ainsi à comprendre l'importance réelle que cette institution a joué dans le processus de réglementation des routes migratoires.

LES « PASSEPORTS » NON CONFORMES DÉLIVRÉS PAR LES AUTORITÉS ITALIENNES : UNE QUESTION D'ORDRE PUBLIC ?

L'annexion de la Toscane à l'Empire entraîne l'imposition de lois plus sévères sur la mobilité des individus par rapport à celles qui étaient en vigueur précédemment sous le Royaume d'Étrurie¹⁴. Par ailleurs, les mesures de tolérance, accordées pour les traversées frontalières du Royaume d'Italie vers le Grand-duché, semblent cesser à la suite des « petites insurrections » et des révoltes anti-françaises des années 1808-1809¹⁵. La masse de migrants provenant de l'Apennin septentrional représente une question politique délicate pour les deux États voisins. De plus, la fuite d'une grande partie des individus qui, durant le printemps et l'été 1809, ont participé aux brigandages dans le Royaume d'Italie, est perçue comme une menace pour la sécurité et l'ordre public des départements toscans. Dès lors, les autorités françaises craignent que, parmi les montagnards émigrés, se cachent des criminels et des agitateurs tentant d'échapper à la police italienne en se réfugiant dans les Maremmes¹⁶.

La multiplication des mesures de surveillance dans les zones frontalières se traduit par une recrudescence de la rigueur avec laquelle les forces de l'ordre françaises contrôlent les cartes de sûreté dont les émigrés italiens sont porteurs. Ainsi les documents délivrés aux montagnards italiens par les maires et les curés des communautés des districts de montagne ne sont-ils plus considérés valables

14 Carlo Mangio, *La polizia toscana. Organizzazione e criteri d'intervento (1765-1808)*, Milan, Giuffrè, 1988 ; Francesco Mineccia, I flussi stagionali..., art. cit., p. 55 et Gilles Bertrand, Pour une approche..., art. cit., p. 300.

15 Sur le brigandage dans la péninsule italienne, on renvoie aux travaux de Vittoria Ardito, Le brigandage dans le département de l'Ombro (1808-1814), in Ivan Tognarini, dir., *La Toscana nell'età rivoluzionaria e napoleonica*, Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, 1985, p. 199-222 ; Nicolas Bourguinat, Gendarmerie, insoumission et brigandage dans l'Italie Centrale et Méridionale à l'époque napoléonienne, in Jacques-Olivier Boudon, dir., *Police et Gendarmerie dans l'Empire napoléonien*, Actes du colloque organisé par l'Institut Napoléon et le Centre d'histoire du XIX^e siècle le 10 octobre 2010, Paris, éditions SPM, 2013, p. 167-182 ; Michael Broers, *Napoleon's Other War. Bandits, Rebels and their Pursuers in the Age of Revolutions*, Oxford, Peter Lang, 2010, p. 73-76 ; Luigi Pucci, Indagini sul brigantaggio nel Dipartimento del Panaro e del Crostolo, in Marino Berengo, Sergio Romagnoli, dir., *Reggio e i Territori Estensi dall'Antico Regime all'Età Napoleonica*, Parme, Pratiche Editrice, 1979, vol. I, p. 271-294.

16 Archives Nationales de Paris (AN), F/7/6523A, *Police de Toscane, Directeurs généraux*, Bulletin no 9 de la Direction générale de la police de Toscane, 8 octobre 1810.

pour se rendre dans les Maremmes¹⁷. Compte tenu du brigandage à cette période, le consul italien à Livourne, le Bolognais Giuseppe Tambroni, juge tout à fait inadmissible que les autorités locales continuent à produire et à délivrer ces documents. Toutefois, il écrit au sénateur Carlo Testi, chargé de la II^e division du ministère des Affaires étrangères du Royaume d'Italie¹⁸, afin de lui demander s'il faut rapatrier les montagnards « qui ont été chassés de leur pays à cause de la misère de l'hiver pour se procurer [en Toscane] des moyens de subsistance par leur travail honnête »¹⁹. Le consul, préoccupé par cette situation, s'adresse à son ministère, en soulignant que « le nombre d'Italiens qui va travailler dans les Maremmes pendant l'hiver est presque infini et presque égal au nombre des différents papiers dont ces individus sont munis ». Dès lors, affirme Tambroni, « on risque, à la fois, d'accorder une faveur à qui ne la mérite pas et de brimer qui est digne de bénéficier d'une assistance et de protection »²⁰.

17 Archivio di Stato di Milano (dorénavant ASMi), Ministero degli Affari Esteri, II Divisione - "Testi" (dorénavant Testi), Cart. 95, lettre no 8732 du directeur de la Police générale du Royaume d'Italie au sénateur Carlo Testi, chargé du bureau à Milan de la II^e division du ministère des Affaires étrangères, 11 octobre 1811. On observe une situation similaire, pendant la même période, dans le Royaume de Naples (Laura Di Fiore, *Alla frontiera...*, op. cit., p. 22-23).

18 Le ministère des Affaires étrangères du Royaume d'Italie était reparti entre deux divisions qui étaient, respectivement, la I^{ère} à Paris et la II^{ème} à Milan. Le ministre Ferdinando Marescalchi résidait dans la capitale de l'Empire, en contact direct avec l'empereur, tandis que le sénateur Carlo Testi dirigeait le bureau milanais, c'est-à-dire la II^e division du ministère, chargé de la correspondance avec les autres ministères et les agents diplomatiques. Sur l'organisation du ministère des Affaires étrangères du Royaume d'Italie, voir : Arianna Arisi Rota, *Diplomazia nell'Italia napoleonica. Il Ministero delle Reazioni Esterne dalla Repubblica al Regno (1802-1814)*, Melzo, CENS, 1998.

19 ASMi, Testi, Cart. 94, lettre no 43 du consul italien à Livourne, Giuseppe Tambroni, au sénateur Testi, 18 septembre 1809. Sauf mention contraire, toutes les traductions sont de l'auteur. Texte original en italien : « *cacciati dal loro paese dalla miseria del verno per venirsi a procacciare qualche risorsa con onesto guadagno* ».

20 ASMi, Testi, Cart. 94, lettre n° 209 du consul italien à Livourne, Giuseppe Tambroni, au sénateur Testi, 18 décembre 1809 : « *È infinito il numero degl'Italiani, che qui viene nell'inverno a travagliare ed è quasi uguale il numero delle differenti carte che [essi] recano. Si rende perciò quasi impossibile di non ingannarsi talvolta, e di non correre il rischio di accordar favore a chi nol merita, e vessare al contrario chi è degno d'assistenza e protezione* ».



Carte 1: carte migrations saisonnières Apennins-Maremmes

Face au durcissement de la répression policière dans le Grand-Duché sous domination française, le sénateur Testi déplore le fait que de nombreux individus aient également réussi à s'introduire dans les campagnes toscanes au moyen d'extraits de baptême et de documents émis par les *podestà* locaux²¹. Grâce à cette méthode, ces individus sont parvenus à obtenir des « passeports » auprès des mairies qui se trouvent à la frontière toscane. Toutefois, le sénateur se plaint qu'à travers ce stratagème, même les individus suspectés de sédition dans le Royaume d'Italie puissent être régularisés et demeurer en Toscane en toute impunité²².

La profonde désorganisation institutionnelle dans laquelle se trouve l'administration des flux migratoires transfrontaliers est aggravée par les irrégularités, les fraudes et les illégalismes pratiquées par les montagnards régnicoles. Des stratégies de survie rudimentaires sont employées afin de s'assurer la possibilité d'émigrer dans les Maremmes²³. En général, les timbres et les cachets sont falsifiés et, parfois, les documents d'identité sont directement contrefaits. Le nom, l'âge et les autres informations relatives à l'identité personnelle des individus sont souvent modifiés grâce à la connivence des autorités locales et des curés²⁴.

21 Concernant les négligences et les irrégularités imputables aux maires dans la délivrance des passeports, on renvoie à Vincent Denis, *Une histoire...*, op. cit., p. 259-265.

22 ASMi, Testi, Cart. 96, lettre du sénateur Testi au directeur de la Police générale du Royaume d'Italie, Francesco Mosca, 27 mars 1810.

23 Sur les stratégies de survie des pauvres et des démunis, on renvoie aux ouvrages de André Gueslin, *Gens pauvres, pauvres gens. Dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Aubier, 1998, p. 129-133 et *Id.*, *D'ailleurs et de nulle part : Mendians, vagabonds, clochards, SDF en France depuis Moyen Âge*, Paris, Fayard, 2013, 125-130 et 160.

24 ASMi, Testi, Cart. 94, lettre n° 67 de Tambroni à Testi, 2 octobre 1809. Sur les falsifications et les contrefaisons des documents d'identités, voir Vincent Denis, *Une histoire...*, op. cit., p. 421-444.

Le consul Tambroni attribue ces actes à la mauvaise foi des maires, lesquels ne respectent pas les dispositions ministérielles²⁵.

On peut lier la nette accélération du processus de réglementation de la mobilité transfrontalière saisonnière au changement de régime en Toscane et à la délicate conjoncture politique des années 1808-1809. En effet, le consul italien convient avec la police française sur la nécessité de réprimer les séditieux fuyards qui se mêlent aux montagnards émigrés du Royaume d'Italie. Toutefois, il reconnaît également qu'il faut remédier à la question des vexations policières que les sujets italiens, pourtant autorisés à se rendre dans les Maremmes, subissent quotidiennement durant leur voyage.

ABUS ET VEXATIONS ENVERS LES MONTAGNARDS ITALIENS : L'EMPRISONNEMENT ET LE RETOUR FORCÉ

Les rapports qui parviennent à la II^e division du ministère des Affaires étrangères à Milan décrivent la Toscane comme littéralement « inondée de *carte di passo*, délivrées par toutes sortes d'autorités, même les plus incompetentes ». La flagrante irrégularité des documents d'identité dont les montagnards du Royaume d'Italie sont munis est dénoncée par les autorités centrales : « À cause d'une telle variété de formes – affirme le sénateur Testi – elles ne peuvent plus servir de garantie à la police, laquelle, en conséquence, fait arrêter au hasard tous ceux qui en sont pourvus et met ainsi au même niveau les coupables et les individus qui ont le droit de vivre en sécurité »²⁶. Le risque constant auquel les montagnards régnicoles sont exposés en traversant la frontière suscite des interrogations auprès des ministères milanais. Le vice-consul Fucci fait appel au sénateur Testi afin de trouver une solution au problème des vexations dont les sujets italiens sont victimes. Pour le seul contrôle des documents, ces individus peuvent être retenus pendant plusieurs jours par les forces de l'ordre, « causant parfois des préjudices incalculables à cause d'une affaire qu'ils n'ont pas pu conclure à temps »²⁷. De plus, au moment de rentrer dans le Royaume avec les troupeaux, lorsqu'ils rencontrent les patrouilles frontalières françaises, les bergers italiens sont très souvent soumis aux droits de

25 ASMi, Testi, Cart. 94, lettre n° 200 de Tambroni à Testi, 15 décembre 1809.

26 ASMi, Testi, Cart. 96, lettre du sénateur Testi au directeur de la Police générale du Royaume d'Italie, 8 février 1810 : « *Per siffatta affluenza e per tanta varietà di forma esse non possono più servire di garanzia alcuna alla polizia, la quale fa perciò arrestare a caso quanti ne trova muniti, e così parifica accanto ai colpevoli anche molti che avrebbero diritto di vivere in sicurezza* ».

27 ASMi, Testi, Cart. 99, lettre no 1205 du vice-consul italien à Livourne Fucci à Testi, 19 août 1811 : « *talvolta con incalcolabile pregiudizio per qualche affare non potuto concludere, o non concluso in tempo* ».

douane qui sont fort élevés²⁸. « Une telle disposition – soutient le ministre de l'Intérieur, Ludovico Di Breme – pourrait causer la ruine totale des populations montagnardes, dont la principale subsistance réside dans l'économie herbagère »²⁹.

En dehors du territoire et de la juridiction du Royaume d'Italie, les montagnards italiens ne bénéficient plus d'aucune protection institutionnelle. La seule institution qui leur garantit une certaine forme de tutelle est le consul italien en poste à Livourne. Toutefois, il ne peut intercéder qu'en faveur de ses compatriotes de passage dans les environs du port livournais. À cet égard, Tambroni pointe une situation paradoxale dans laquelle « les malheureux porteurs de ces cartes [irrégulières] sont d'abord admis aux frontières par les autorités françaises [...], mais, lorsqu'ils arrivent aux villes [toscanes], ils sont obligés de rentrer chez eux, après avoir marché 80 ou 100 lieues ». Toutefois, le consul ne peut pas blâmer « les polices qui agissent de cette façon parce que, je le répète, ces *carte di passo* ont l'air d'être fausses, même si ce n'est pas le cas »³⁰.

La question sur laquelle enquêtent le plus les ministères milanais concerne les arrestations fréquentes et la longue période de détention dans les prisons toscanes de leurs administrés. Ainsi, les battues de la gendarmerie, qui poursuit les montagnards italiens dans les Maremmes, sont un exemple clair de la manière dont le phénomène des franchissements irréguliers est géré par les forces de l'ordre. En décembre 1809, le directeur général de la police de Toscane, Dubois, envoie à Tambroni « un tas de *carte di passo* appartenant aux habitants du département du Reno, qui se rendent dans les Maremmes, et qui sont détenus dans les prisons de [Florence], en attendant que l'autorité ne se prononce sur leur validité »³¹. Malgré sa vigilance, le consul italien n'est pas toujours au courant des arrestations accomplies par la police française. Dès lors, les montagnards régnicoles peuvent passer des jours voire des mois en détention avant d'être libérés³².

28 De semblables problèmes aux douanes sont relevés dans le cas du Royaume de Naples : voir Laura Di Fiore, *Alla frontiera...*, op. cit., p. 44-46.

29 ASMi, Testi, Cart. 94, lettre n° 11177 du ministre de l'Intérieur italien Di Breme au sénateur Testi, 10 mai 1809.

30 ASMi, Testi, Cart. 94, lettre no 67 du Tambroni à Testi, 2 octobre 1809 : « *gli sgraziati portatori di queste carte [irregolari] sono dapprima ammessi alle frontiere dalle autorità francesi [...], indi giungendo alle città sono rimandati addietro dopo aver fatte 80 o 100 miglia. [Ma io non posso biasimare] le polizie che agiscono in questo modo, giacché ripeto che queste carte di passo hanno l'aria di essere false senza esserlo* ».

31 ASMi, Testi, Cart. 94, lettre no 198 de Tambroni à Testi, 15 décembre 1809 : « *un fascio di carte di abitanti del dipartimento del Reno, che si recano nelle Maremme, e che sono arrestati nelle carceri di [Firenze], onde decidersi sulla loro validità* ».

32 À cet égard, en février 1810, le consul Tambroni notait que quatre mois s'étaient écoulés depuis l'arrestation d'un nommé Agostini, et qu'il était détenu dans les prisons de Livourne uniquement parce qu'il ne possédait pas de passeport (ASMi, Testi, Cart. 96, lettre no 85 de Tambroni à Testi, 19 février 1810).

À la suite de l'arrêt et de l'emprisonnement des sujets italiens sans papiers en règle, la police impériale force d'habitude les prisonniers à retourner dans leur pays d'origine, ce qui donne lieu à d'ultérieurs inconvénients. C'est le cas – écrit Tambroni – d'un montagnard italien, contraint de laisser dans les Maremmes sa femme et ses deux enfants « aux bons soins de la providence et son épouse s'est rendue [au consulat] dans le but d'implorer, les larmes aux yeux, la libération de son conjoint »³³. De plus, la fréquence élevée de ces épisodes ne fait qu'augmenter « la nécessité d'adopter des *carte di passo* uniformes pour tous les agriculteurs et les bergers qui se rendent en Toscane depuis nos campagnes et de les assujettir à certaines disciplines, lesquelles, bien qu'un peu incommodes, ont tendance à leur épargner d'autres vexations beaucoup plus déplorables auxquelles il serait impossible de les soustraire sans de telles mesures »³⁴.

À partir du récit du consul, il est donc possible de retracer les causes et les motivations à l'origine du projet des *carte di passo*. Ces papiers d'identité sont précisément conçus pour les montagnards provenant des districts de montagne limitrophes de la Toscane. D'ailleurs, l'intention est double : d'un côté, connaître l'identité des individus qui franchissent les frontières³⁵ et, de l'autre, protéger les montagnards régnicoles des abus des forces de l'ordre de l'Empire. On aperçoit déjà les stratégies auxquelles recourt la mission diplomatique italienne à Livourne, laquelle ne s'efforce pas seulement de régler ces migrations saisonnières, mais tente également d'offrir un secours aux ressortissants italiens qui émigrent dans les Maremmes pour gagner leur vie.

L'ÉLABORATION D'UN SYSTÈME DE *CARTE DI PASSO* UNIFORME POUR LES DÉPARTEMENTS DU ROYAUME D'ITALIE LIMITROPHES DE LA TOSCANES

Les circonstances d'urgence déjà évoquées ont contribué à nourrir le débat institutionnel sur les spécificités dont devaient se doter les nouveaux documents d'identité pour les montagnards régnicoles³⁶. D'emblée, la nature exceptionnelle

33 ASMi, Testi, Cart. 96, lettera no 80 de Tambroni à Testi, 16 février 1810 : « *alla sola cura della provvidenza, e ella erasi qui recata [al consolato] all'unico oggetto di impetrare colle lacrime la liberazione del suo consorte* ».

34 *Ibid.* : « [la fréquence élevée de ces épisodes rendait toujours plus manifeste] *la necessità di adottare carte di passo uniformi per tutti quegli agricoltori, e pastori, che dalle nostre montagne si recano in Toscana, e di assoggettarli a certe discipline, quali, sebbene un poco incommode, tendono a liberarli da tante altre più penose vessazioni, da cui senza tali sicure provvidenze è impossibile di esimerli* ».

35 Comme l'a souligné Vincent Denis, « l'essentiel n'est pas de contrôler la circulation, mais de savoir qui sont les étrangers, ce qu'ils font et où ils vont » (Vincent Denis, *Une histoire...*, *op. cit.*, p. 311).

36 On trouvera des similarités avec le cas napolitain étudié par Laura Di Fiore, *Alla frontiera...*, *op. cit.*, p. 42.

de ces papiers fut évidente. Il suffit pour s'en convaincre d'observer les modifications apportées aux normes en vigueur sur les procédures de délivrance des passeports³⁷ : les nouvelles *carte di passo* doivent être imprimées par la direction de la Police générale du Royaume d'Italie et délivrées non plus seulement par les préfets et les sous-préfets (comme prévu par le *Regolamento per la Polizia generale*), mais également par les maires des communes de montagne³⁸. Ce choix est motivé par le fait que, dans les zones concernées par le phénomène des migrations saisonnières transfrontalières, les caractéristiques géomorphologiques du territoire de l'Apennin rendent quasiment impossibles les déplacements des administrés depuis les districts périphériques vers leurs préfectures afin de demander les passeports nécessaires pour se rendre à l'étranger.

Ainsi, les autorités italiennes jugent opportun de perfectionner le système expérimental adopté par les préfectures des départements du Panaro et du Crostolo. En effet, ceux-ci sont déjà autonomes en ce qui concerne l'émission de *carte di passo* uniformes, destinées à favoriser les innombrables suppliques de leurs administrés pour se rendre dans les Maremmes avec leur bétail pendant l'hiver. Selon ces préfets, il s'agit donc de concilier les normes prescrites par les instructions ministérielles avec les exigences particulières des habitants de l'Apennin septentrional³⁹. Le système « provisoire » élaboré par le préfet du Crostolo, Fernando Porro, a reçu le soutien total du consul Tambroni, lequel observe que, pour sa part, il n'aurait pas négligé « d'accorder aide et assistance aux sujets italiens qui sont munis [de ces papiers] et qui se rendent en ces lieux, en cherchant à gagner leur vie par le biais de leur travail ou en menant le bétail passer l'hiver dans les Maremmes toscanes, où le climat est plus doux »⁴⁰. Pour que les nouvelles *carte di passo* aient une valeur réelle, le préfet du Crostolo ordonne l'annulation de toutes les cartes de sûreté délivrées par les maires des communes

37 À cet égard, voir le *Regolamento per la Polizia generale*, 27 mars 1802, an I, n° 15, art. 3 in *Bollettino delle leggi della Repubblica Italiana. Dalla costituzione proclamata nei Comizi in Lione al 31 dicembre 1802. Anno I. no 1 al 20*, Milan, chez Luigi Veladini imprimeur national, 1802, p. 42.

38 Le consul Tambroni observe qu'après une phase initiale et transitoire d'introduction de ces nouveaux documents, « la Police générale aurait dû faire imprimer un module de *carte di passo* dans le but de ne pas laisser aux maires la liberté de les rédiger, à leur convenance, comme ils avaient l'habitude de faire » (ASMi, Testi, Cart. 96, lettre n° 44 de Tambroni à Testi 26 gennaio 1810 : « la Polizia generale dovesse far stampare una modula di carta di passo, onde non lasciare ai sindaci la liberà di fare a capriccio, come è accaduto anche dopo la convenuta formula »).

39 ASMi, Testi, Cart. 94, lettre n° 7326 du secrétaire général chargé de la direction de la Police générale du Royaume d'Italie Villa au sénateur Testi, 14 novembre 1809.

40 ASMi, Testi, Cart. 94, lettre n° 138 de Tambroni à Testi, 20 novembre 1809 : « di accordare favore, ed assistenza a quei sudditi che ne sono muniti, e che si recano in queste contrade o cercando pane colla loro industria e travaglio, o conducendo il loro bestiame a passare durante la stagione invernale nel meno rigido clima delle Maremme toscane ».

de montagne de son département avant le 18 septembre 1809. En effet, pour faire cesser le brigandage, les autorités italiennes cherchent à réprimer tous les séditieux et les insurgés en fuite⁴¹. Ainsi, il devient possible d'obtenir sur place les nouveaux documents d'identité auprès des greffiers municipaux en exhibant un certificat de moralité et de bonne conduite délivré par le maire et visé par le juge de paix du canton de résidence⁴².

Le nouveau système de *carte di passo* se présente donc comme le moyen définitif de faire échec aux irrégularités qui sont quotidiennement commises dans les zones frontalières. Il permet également d'enrayer la menace des brigandages, dans l'espoir (vain) de réussir à distinguer les insurgés des montagnards émigrés. Toutefois, la solution imposée par les autorités (centrales comme locales) du Royaume d'Italie est mal accueillie tant par les fonctionnaires italiens locaux (qui se montrent réticents à se conformer aux nouvelles directives), que par la police frontalière française (qui s'obstine à ne pas reconnaître la légalité et le caractère officiel des nouveaux papiers d'identité). Pour remédier à ce dernier obstacle, le consul italien propose d'envoyer des exemplaires des nouvelles *carte di passo* aux mairies, aux préfetures et aux forces de l'ordre des départements toscans afin que les autorités de l'Empire se familiarisent avec cette nouvelle typologie de documents⁴³.

Il faut aussi rappeler que la nouvelle *carta di passo* n'assure que l'accès légal en Toscane : une fois franchie la ligne de la frontière, les montagnards doivent se rendre chez les autorités locales pour exhiber leurs documents et obtenir une carte de sûreté valable pour continuer leur voyage vers les Maremmes⁴⁴. Cependant, comme on l'a dit, les normes ministérielles n'ont été accueillies favorablement ni par les autorités locales, ni par les habitants de l'Apennin. En outre, si ces documents sont déjà en circulation dès la fin de l'année 1809, il est possible d'en dater l'adoption officielle au décret du 11 juin 1811, par lequel le vice-roi Eugène se borne à formaliser ce qui existe déjà⁴⁵. Enfin, on sait que le sénateur Testi projette d'élargir le système des *carte di passo* à toutes les autres zones du Royaume d'Italie limitrophes des départements français ou du Royaume de

41 On renvoie, à ce sujet, à l'étude de Luigi Pucci, *Indagini sul brigantaggio...*, *art. cit.*, p. 291-292.

42 ASMi, Testi, Cart. 94, lettre n° 1235 du préfet du Crostolo, Fernando Porro, au directeur de la Police générale, Francesco Mosca, 7 novembre 1809.

43 ASMi, Testi, Cart. 96 lettre no 147 de Tambroni à Testi, 19 mars 1810.

44 Concernant la procédure de légalisation des passeports des étrangers qui franchissent les frontières de l'Empire napoléonien, voir Vincent Denis, *Une histoire...*, *op. cit.*, p. 308-310.

45 Voir le décret n° 136, par lequel est réglé l'exercice de la police administrative sur les mouvements des étrangers et des nationaux à l'intérieur et à l'extérieur du Royaume : *Bollettino delle leggi del Regno d'Italia*, Milan, Reale Stamperia, 1811, Partie I, p. 569-585.

Naples, lesquelles connaissent les mêmes problématiques liées aux migrations transrégionales ⁴⁶.

Le processus de réglementation de la mobilité transfrontalière de l'Apennin septentrional, prôné vivement par le consul italien, représente un moyen d'élargir la protection « étatique » à l'étranger sur les populations montagnardes du Royaume d'Italie. Dès lors, grâce à l'analyse de la correspondance consulaire, il est possible de constater, d'une part, l'attention des institutions pour cette catégorie spécifique de migrants qui chaque hiver descendent de l'Apennin pour se rendre dans les plaines côtières toscanes, et d'autre part la volonté du gouvernement de surveiller ses administrés bien au-delà des frontières de l'État ⁴⁷.

NÉGOCIER LA LIBERTÉ. LES RELATIONS DU CONSULAT ITALIEN EN TOSCANE AVEC LES MONTAGNARDS RÉGNIQUES : ENTRE SECOURS, PROTECTION ET CONTRÔLE « ÉTATIQUE » À DISTANCE

Les dépêches du consulat italien à Livourne, qui consacrent de fréquents développements au destin déplorable des habitants italiens de l'Apennin septentrional, constituent un témoignage précieux sur le rôle fondamental joué par la mission diplomatique italienne en Toscane. Il faut en effet souligner les diverses formes de médiation auxquelles les consuls recourent, entre la mission de sécurité confiée à la police impériale et la nécessité de protéger les montagnards italiens qui migrent dans les départements toscans annexés à l'Empire. D'ailleurs, les consuls se trouvent dans une position privilégiée pour exercer une forme de contrôle sur les sujets du Royaume d'Italie bien au-delà des frontières de l'État ⁴⁸.

⁴⁶ ASMi, Testi, Cart. 94, lettre du sénateur Testi à Tambroni, 27 septembre 1809. En ce qui concerne la fortune et la continuité du système des *carte di passo*, on renvoie au cas de la Restauration bourbonnienne à Naples étudié par Laura Di Fiore, *Alla frontiera...*, *op. cit.*, p. 64-70. Par ailleurs, il faut également noter les nouvelles perspectives de recherche concernant les espaces mobiles de l'Italie préunitaire (transrégionaux ou trans-étatiques), tracées par le travail novateur de Marco Meriggi, *Storia transnazionale e storia regionale. Gli spazi mobili nell'Italia preunitaria*, *Geschichte und Region/Storia e regione*, 21, n° 1-2, 2012, p. 58-69.

⁴⁷ En ce qui concerne la surveillance transfrontalière des consuls, voir le travail récent de Laura Di Fiore, Chiara Lucrezio Monticelli, *Sorveglianza oltre i confini. Il controllo delle polizie napoletana e pontificia dopo il 1848*, *Passato e Presente*, 101, 2017, p. 47-70.

⁴⁸ Sur la protection que les consuls assurent aux compatriotes à l'étranger, voir Silvia Marzagalli, Introduction, in *Id.*, dir., *Les Consuls en Méditerranée, agents d'information XVI^e-XX^e siècle*, Paris, Classique Garnier, 2015, p. 9-10 ; Fabrice Jesné, Introduction, in *Id.*, dir., *Les consuls, agents de la présence française dans le monde XVIII^e-XIX^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017, p. 9. Concernant le contrôle étatique des individus à distance, voir Gérard Noiriel, *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Gallimard, 2005, p. 479-505 ; Laura Di Fiore, *Alla frontiera...*, *op. cit.*, p. 12.

Concernant l'administration des flux migratoires transfrontaliers, cette recherche ne s'intéresse qu'à la marge aux formes de collaboration officielles mises au point par le gouvernement italien avec les autorités impériales en Toscane : nous avons en effet choisi de concentrer notre propos sur les pratiques de négociation à l'œuvre entre le consulat italien, les responsables de l'ordre public français et les migrants saisonniers.

À cet égard, il n'est guère surprenant que le consul Tambroni ait développé de solides réseaux parmi les hauts fonctionnaires des départements toscans, lui permettant ainsi de faire relâcher les sujets du Royaume emprisonnés pour défaut de papiers en règle⁴⁹. Les montagnards risquent souvent d'être oubliés dans les prisons sans même être interrogés, les parents et les amis de ces détenus devant alors s'adresser au consulat italien pour obtenir leur libération par le biais de suppliques.

L'autorité du consul est telle qu'il peut obtenir la « mise à disposition » de ses compatriotes emprisonnés, afin d'instruire des enquêtes sur leur compte et leur conduite. Dès lors, les décisions de ce fonctionnaire s'avèrent déterminantes pour le destin des migrants tombés entre les mains de la police toscane. Par ailleurs, de l'analyse des interrogatoires émergent les dures conditions auxquelles sont soumis les montagnards régnicoles en chemin vers les Maremmes. C'est donc en prenant conscience de la profonde misère dans laquelle ces individus languissent dans les prisons toscanes que le personnel du consulat, peut-être apitoyé par leur sort, leur prodigue, même à ses propres frais, des secours de diverse nature. Tambroni, en rendant compte des mésaventures d'un nommé Agostini, observe que « l'état horrible dans lequel il se trouve à cause de sa longue captivité mérite toute la compassion du gouvernement et de l'humanité. Ainsi, je lui ai donné des petits secours, et j'en ai réservé une partie pour l'habiller, alors qu'il partira presque nu »⁵⁰. De même, le consul dénonce les conditions d'emprisonnement d'un autre détenu, Paolo Piacenti, de la commune de Vernio, du département du Reno, lequel a passé plus de quatre mois dans les prisons de Livourne sans qu'aucune

49 En général, le consul italien demande audience aux autorités départementales du Grand-Duché pour obtenir la cessation des arrestations et des détentions arbitraires envers les sujets du Royaume porteurs des nouvelles *carte di passo*, émises par disposition ministérielle. Tambroni fit pression, à la fois, sur le directeur général de la police de Florence (lettre n° 234 de Tambroni à Testi, 13 avril 1810) et sur le commissaire général de la police de Livourne afin de mettre en liberté les migrants italiens emprisonnés. De plus, il intercédait auprès des préfets, des procureurs impériaux et des commandants de la gendarmerie des départements toscans afin de les renseigner et également de s'informer sur les mouvements de ses administrés en Toscane (lettre no 129, 12 mars et n° 264, 20 avril 1810 de Tambroni à Testi, ASMi, Testi, Cart. 96).

50 ASMi, Testi, Cart. 96, lettre n° 97 de Tambroni à Testi, 26 février 1810 : « *lo stato orribile in cui è ridotto dalla sua lunga prigionia meritava tutta la compassione del governo e dell'umanità. Perciò io gli ho dato qualche piccolo sussidio, e ne ho riservato parte per farlo vestire allorché partirà egli quasi nudo* ».

autorité italienne en ait connaissance. « Maintenant – dit le consul – ce malheureux est incapable de travailler car la prison l’a rendu malade et il est à l’hôpital. Je m’informerai sur son état et je lui prodiguerai l’assistance et le soutien que l’humanité et ma place exigent »⁵¹.

L’habitude de la mission diplomatique livournaise d’assurer une aide aux montagnards régnicoles paraît avoir constitué un fait connu des acteurs de l’époque. Un témoignage allant dans ce sens est donné par le consul Alberti, lequel, un mois seulement après son installation en Toscane, en octobre 1811, écrit au sénateur Testi : « Je ne peux vous dissimuler que je suis, peut-on dire, continuellement harcelé par cette classe malheureuse [de migrants italiens], laquelle, à cause d’une habitude de mon prédécesseur qui la soulageait, se croit quasiment en droit de requérir chez moi les mêmes suffrages⁵² ». Toutefois, Alberti est également attentif aux besoins des montagnards italiens en difficulté qui se présentent au consulat. Dès lors, dans la continuité de sa précédente expérience de consul du Royaume d’Italie à Rome, il établit une convention avec le directeur de l’hôpital livournaise, et verse une contribution annuelle de douze *francesconi* pour que les Italiens infirmes puissent y trouver un refuge⁵³.

L’examen des relations entre le consulat italien et les migrants régnicoles invite donc à repenser l’articulation entre cette institution et les groupes sociaux placés sous sa juridiction. En effet, les interactions qui se sont développées entre ces acteurs sociaux ne se bornent pas seulement aux aspects répressifs liés à la surveillance de la mobilité, mais également à une dimension de contrôle qui se manifeste à travers différentes formes d’assistance aux administrés du Royaume⁵⁴. Enfin, il faut souligner également que les libérations et les secours aux migrants s’inscrivent dans le contexte institutionnel de réglementation des flux migratoires qui agit en parallèle. En dernière instance, l’introduction du système des *carte*

51 ASMi, Testi, Cart. 96, lettre n° 123 de Tambroni à Testi, (lettre non datée) : « *questo disgraziato non è per ora in grado di ritornare alle sue incombenze, perché la carcere gli ha prodotto una malattia, che lo trattiene attualmente allo spedale. Io m’informerò dello stato suo, e gli presterò quell’assistenza, e quegli ajuti, che l’umanità, e il mio posto richiedono* ».

52 ASMi, Testi, Cart. 99, lettre n° 22 du consul italien Alberti, successeur de Tambroni, à Testi, 22 novembre 1811 : « *non posso dissimularle che io vengo, si può dire, continuamente molestato da questa classe infelice, la quale per un’abitudine del mio predecessore che la soccorreva, si reputa quasi in diritto di ripetere anche da me gli stessi suffragi* ».

53 ASMi, Testi, Cart. 100, lettre n° 121 de Alberti à Testi, 28 mai 1812. Concernant le paiement de sommes censées couvrir les frais d’hospitalisation de tiers, on trouvera des similarités avec les cas des Grecs de Livourne et de Venise entre la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle, étudiés par Mathieu Grenet, *La fabrique communautaire : les Grecs à Venise, Livourne et Marseille 1770-1840*, Athènes-Rome, École française d’Athènes-École française de Rome, 2016, p. 240 et 243-244.

54 Concernant les formes d’assistance et de secours envers les « nationaux », voir également : Umberto Signori, *Informare e proteggere. La rete consolare veneziana nel Mediterraneo orientale (1670-1715)*, *RiMe*, 17, n° 2, 2016, p. 127-152.

di passo uniformes vise à la fois à protéger et à contrôler plus efficacement les montagnards régnicoles lorsqu'ils sont à l'étranger.

CONCLUSION

Grâce à l'analyse de la correspondance consulaire, il est possible de réfléchir sur le processus de réglementation des flux migratoires transfrontaliers. Il faut notamment prendre au sérieux les pratiques de négociation adoptées par le consulat italien, lesquelles ont été mises en place pour régler les contentieux entre les deux États voisins pendant la délicate phase transitoire d'introduction du nouveau système des *carte di passo*.

Servant de pivot entre des institutions opérant à différentes échelles locales et nationales, les consuls italiens jouent un rôle essentiel dans la diffusion d'une méthode d'identification uniforme et communément acceptée, à la fois par la police impériale et par les ministères milanais. Toutefois, Tambroni observe que ladite méthode doit être également « digne pour les sujets du Royaume, car leur venue [en Toscane] est beaucoup plus nécessaire à l'agriculture de ces pays qu'aux nôtres. Je dis cela parce que j'ai le devoir de protéger les sujets de S[a] M[ajesté] I[mpériale] et R[oyale], mais je suis poussé également par un sentiment d'humanité et de justice qui existe chez tout homme honnête. Je suis sûr, Monsieur, que vous ne désapprouverez pas mes soins visant à aider ces personnes misérables »⁵⁵.

Au final, on constate donc que les montagnards de l'Apennin septentrional constituent une « classe d'émigrants »⁵⁶ spécifique, bien reconnue par les autorités italiennes (et même par leurs homologues françaises), qu'il faut doter de documents pour la bonne circulation transfrontalière⁵⁷. La spécificité de cette minorité en mouvement permet d'interroger les différentes formes de contrôle social sur les groupes (sociaux) mouvants, celles-ci n'étant pas uniquement de nature coercitive.

En conclusion, à l'arrière-plan du processus de réglementation de la mobilité transfrontalière, on perçoit une tentative de concilier l'exécution des lois impériales avec la volonté, sinon la nécessité, de protéger et de contrôler les

55 ASMi, Testi, Cart. 96, lettre n° 27 de Tambroni à Testi, 15 janvier 1810 : « [une méthode] decoroso per quei sudditi del Regno, giacché la loro venuta è più necessaria all'agricoltura di questi Paesi che utile ai nostri. Io non sono mosso a tale rappresentanza che dall'obbligo che mi corre di proteggere i sudditi di S[ua] M[ajestà] I[mperiale] e R[egale] e da quel sentimento di umanità e giustizia che si fa sentire nel cuore di ogni uomo onesto. Sono persuaso che Ella non disapprova queste mie cure tendenti a favorire persone miserabili ».

56 ASMi, Testi, Cart. 95, lettre de Tambroni au commissaire général de la police à Livourne Delamalle, 23 novembre 1810.

57 On renvoie à ce sujet aux réflexions de Dionigi Albera sur les systèmes migratoires complexes qui ont concerné, au fil des siècles, les zones de montagne du pourtour méditerranéen. Dionigi Albera, La montagne, art. cit., p. 982-987.

migrants saisonniers de l'Apennin septentrional au-delà des frontières étatiques. La surveillance des flux migratoires transfrontaliers n'est donc pas fondée uniquement sur l'imposition de normes et sur la répression des formes irrégulières de migration, mais également sur le secours institutionnel que le consulat italien accorde aux sujets du Royaume en difficulté à l'étranger.

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTI, Marcella, *L'istituto consolare tra Sette e Ottocento. Funzioni istituzionali, profilo giuridico e percorsi professionali nella Toscana granducale*, Pise, Edizioni ETS, 2012.
- ALBERA, Dionigi, CORTI, Paola, Migrations montagnardes dans l'espace méditerranéen : esquisse d'une analyse comparative, *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, 112, n° 1, 2000, p. 359-384.
- ALBERA, Dionigi, CRIVELLO, Maryline, TOZY, Mohamed, dir., *Dictionnaire de la Méditerranée*, Arles, Actes Sud, 2016.
- ANTONIELLI, Livio, L'Italia di Napoleone : tra imposizione e assimilazione di modelli istituzionali, in BELLABARBA, Marco, MAZHOL, Brigitte, STAUBER, Reinhard, VERGA, Marcello, dir., *Gli imperi dopo l'Impero nell'Europa del XIX secolo*, Bologne, Il Mulino, 2008, p. 409-432.
- ARDITO, Vittoria, Le brigandage dans le département de l'Ombro (1808-1814), in TOGNARINI, Ivan, dir., *La Toscana nell'età rivoluzionaria e napoleonica*, Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, 1985, p. 199-222.
- ARISI ROTA, Arianna, *Diplomazia nell'Italia napoleonica. Il Ministero delle Reazioni Estere dalla Repubblica al Regno (1802-1814)*, Melzo, CENS, 1998.
- BARTOLOMEI, Arnaud, CALAFAT, Guillaume, GRENET, Mathieu, ULBERT, Jörg, dir., *De l'utilité commerciale des consuls : l'institution consulaire et les marchands dans le monde méditerranéen (XVII^e-XX^e siècle)*, Rome-Madrid, École française de Rome-Casa de Velázquez, 2018.
- BERTRAND, Gilles, Pour une approche comparée des modes de contrôle exercés aux frontières des anciens États italiens. Les exemples du Dauphiné et de la Toscane dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, in MOATTI, Claudia, dir., *La mobilité des personnes en Méditerranée de l'Antiquité à l'époque moderne : procédures de contrôle et documents d'identification*, Rome, École française de Rome, 2004, p. 253-303.
- BIAGIANTI, Ivo, Risorse naturali e artigianato nell'Appennino centrale, secoli XVII-XIX, *Proposte e ricerche*, 4, 1989, p. 135-167.
- BOURGUINAT, Nicolas, Gendarmerie, insoumission et brigandage dans l'Italie Centrale et Méridionale à l'époque napoléonienne, in BOUDON, Jacques-Olivier, dir., *Police et Gendarmerie dans l'Empire napoléonien*, Actes du colloque organisé par l'Institut Napoléon et le Centre d'histoire du XIX^e siècle le 10 octobre 2010, Paris, éditions SPM, 2013, p. 167-182.
- BRASANTI, Danilo, La transumanza in età moderna : il caso toscano, *Proposte e ricerche*, 4, 1989, p. 17-30.
- BROERS, Michael, *Napoleon's Other War. Bandits, Rebels and their Pursuers in the Age of Revolutions*, Oxford, Peter Lang, 2010.
- BROERS, Michael, *The Napoleonic Empire in Italy, 1796-1814: Cultural Imperialism in a European Context ?*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2005.

- CORSINI, Carlo Alberto, Le migrazioni stagionali di lavoratori nei dipartimenti italiani del periodo napoleonico (1810-1812), in CORSINI, Carlo Alberto, dir., *Saggi di demografia storica*, Florence, Dipartimento statistico-matematico, 1969, p. 89-157.
- DELL'OMODARME, Ovidio, La transumanza dalla montagna di Pistoia alla Maremma senese nella seconda metà del '700, in TOGNARINI Ivan, dir., *Il territorio pistoiese e i Lorena tra '700 e '800 : viabilità e bonifiche*, Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, 1990, p. 251-266.
- DELL'OMODARME, Ovidio, La transumanza in Toscana nei secoli XVII e XVIII, *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge, Temps modernes*, 100, n° 2, 1988, p. 947-969.
- DENIS, Vincent, *Une histoire de l'identité. France 1715-1815*, Seyssel, Champ Vallon, 2008.
- DENIS, Vincent, Le contrôle de la mobilité à travers les passeports sous l'Empire, in BLANC-CHALÉARD, Marie-Claude, DOUKI, Caroline, DYONET, Nicole, MILLIOT, Vincent, dir., *Police et migrants. France 1667-1939*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, p. 75-89.
- DENYS, Catherine, Les transformations du contrôle des étrangers dans les villes de la frontière du Nord, 1667-1789, in BLANC-CHALÉARD, Marie-Claude, DOUKI, Caroline, DYONET, Nicole, MILLIOT, Vincent, dir., *Police et migrants. France 1667-1939*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, 207-218.
- DI FIORE, Laura, *Alla frontiera. Confini e documenti d'identità nel Mezzogiorno continentale preunitario*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2013.
- DI FIORE, Laura, LUCREZIO MONTICELLI, Chiara, Il controllo politico transnazionale dei consoli al tornante del 1848 : un confronto comparato tra Stato pontificio e Regno delle Due Sicilie, in AGLIETTI, Marcella, GRENET, Mathieu, JESNÉ, Fabrice, dir., *Les services consulaires dans le long Risorgimento (fin XVIII-XIX^e siècle)*, Rome, École française de Rome, à paraître.
- DI FIORE Laura, LUCREZIO MONTICELLI, Chiara, Sorveglianza oltre i confini. Il controllo delle polizie napoletana e pontificia dopo il 1848, *Passato e Presente*, 101, 2017, p. 47-70.
- GRENET, Mathieu, *La fabrique communautaire : les Grecs à Venise, Livourne et Marseille 1770-1840*, Athènes-Rome, École française d'Athènes-École française de Rome, 2016.
- GUESLIN, André, *Gens pauvres, pauvres gens. Dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Aubier, 1998.
- GUESLIN, André, *D'ailleurs et de nulle part : Mendiants, vagabonds, clochards, SDF en France depuis Moyen Âge*, Paris, Fayard, 2013.
- JESNÉ, Fabrice, dir., *Les consuls, agents de la présence française dans le monde XVIII^e-XIX^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.
- LALY, Hervé, Des montagnes sous contrôle ? Le cas de la Savoie sous le gouvernement révolutionnaire (1793-1795), in LIGNEREUX, Aurélien, dir., *Ordre, sécurité et secours en montagne. Police et territoire (XIX^e-XX^e siècle)*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2016, p. 33-47.
- MANGIO, Carlo, *La polizia toscana. Organizzazione e criteri d'intervento (1765-1808)*, Milan, Giuffrè, 1988.
- MARZAGALLI, Silvia, dir., *Les Consuls en Méditerranée, agents d'information XVI^e-XX^e siècle*, Paris, Classique Garnier, 2015.

MERIGGI, Marco, Storia transnazionale e storia regionale. Gli spazi mobili nell'Italia preunitaria, *Geschichte und Region/Storia e regione*, 21, n° 1-2, 2012, p. 58-69.

MINECCIA, Francesco, I flussi stagionali trans-frontalieri tra lo Stato toscano e quello pontificio (1765-1815), in DI FIORE, Laura, MERIGGI, Marco, dir., *Movimenti e confini. Spazi mobili nell'Italia preunitaria*, Rome, Viella, 2013, p. 45-62.

MINECCIA, Francesco, Usi civici e beni comunali nella Toscana del Settecento, in PARIGINO, Giuseppe Vittorio, dir., *Beni comuni e strutture della proprietà. Dinamiche e conflitti in area toscana fra basso Medioevo ed età contemporanea*, Florence, Associazione di studi storici Elio Conti, 2017, p. 309-324.

MOATTI, Claudia, KAISER, Wolfgang, dir., *Gens de passage en Méditerranée de l'Antiquité à l'époque moderne : procédures de contrôle et d'identification*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2007.

MOATTI, Claudia, KAISER, Wolfgang, PÉBARTHE, Christophe, dir., *Le monde de l'itinérance en Méditerranée de l'Antiquité à l'époque moderne : procédures et documents d'identification*, Bordeaux-Paris, Ausonius-De Boccard, 2009.

NOIRIEL, Gérard, *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Gallimard, 2005.

PUCCI, Luigi, Indagini sul brigantaggio nel Dipartimento del Panaro e del Crostolo, in BERENGO, Marino, ROMAGNOLI, Sergio, dir., *Reggio e i Territori Estensi dall'Antico Regime all'Età Napoleonica*, Parme, Pratiche Editrice, 1979, vol. I, p. 271-294.

ROMBAI, Leonardo, Specificità della montagna toscana fra Sette e Ottocento. Riflessi dell'aménagement lorenese, *Proposte e ricerche*, 4, 1989, p. 176-190.

SABBATINI, Renzo, La rottura degli equilibri di antico regime: alcune considerazioni sull'Appennino tosco-emiliano e sul caso lucchese, in CALAFATI, Antonio, SORI, Ercole, dir., *Economie nel tempo. Persistenze e cambiamenti negli Appennini in età moderna*, Milan, Franco Angeli, 2004, p. 127-128.

SIGNORI, Umberto, Informare e proteggere. La rete consolare veneziane nel Mediterraneo orientale (1670-1715), *RiMe*, 17, n° 2, 2016, p. 127-152.

WOOLF, Stuart J., Napoléon et l'Italie, in MARTIN, Jean-Clément, dir., *Napoléon et l'Europe*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 115-124.

WORONOFF, Denis, La politique des forêts en France, XVI^e-XX^e siècles. Résultats de recherches et perspectives, *Les Cahiers du Centre des Recherches Historiques*, 6, 1990, en ligne, consulté le 25/09/2018, <https://journals.openedition.org/ccrh/2860?lang=en#tocto1n3>.

ZANZI SULLI, Alessandra, SULLI, Mario, La legislazione del settore forestale in Toscana, *Rivista di Storia dell'agricoltura*, 1, 1986, p. 117-152.

BIOGRAPHIE

Francesco Saggiorato est doctorant contractuel auprès de l'Université de Rome « Tor Vergata » en cotutelle avec l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sous la direction de Chiara Lucrezio Monticelli et de Vincent Denis. Sa recherche porte sur les migrations internes dans la péninsule italienne à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle. En outre, il s'intéresse aux systèmes policiers napoléoniens et à l'administration des territoires frontaliers entre le Royaume d'Italie et les départements italiens annexés à l'Empire français.